



1er colloque international à Ndjamena (23/24 février 2006)

Les huissiers de justice du Tchad ont créé l'événement dans tout le pays à l'occasion du 1er colloque international patronné par l'UIHJ, l'UFOHJA et l'ENP et organisé par la Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad.



Jacques Isnard, Edouard Ngarta Mbaïou Roum, ministre de la Justice du Tchad (Minister of Justice of Chad) Elysé Ndjimbaye, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad (president of the National chamber of judicial officers of Chad)

Un colloque très remarqué de la presse et des autorités

Pour une première, la jeune chambre nationale des huissiers de justice du Tchad et son président, Elysé Eldjimbaye (la profession libérale a été créée en 2001) a réalisé un coup d'éclat avec l'organisation du colloque international qui s'est tenu les 23 et 24 février 2006 à Ndjamena sur le thème du « recouvrement des créances de la procédure d'injonction de payer et du rôle de l'huissier de justice ».

Largement diffusé dans la presse ce colloque a reçu le soutien des médias et celui très remarqué des autorités.

Ainsi la délégation de l'UIHJ accompagnée du président El Djimbaye et du secrétaire adjoint, Moussa Youssouf, devait être reçue en l'absence momentanée du garde des sceaux, ministre de la justice, par le général Bichara Issa Djallah, ministre délégué à la Présidence de la République, ministre de la Défense qui lui réserva un accueil très chaleureux.

La séance de clôture fut présidée par, Edouard Ngarta Mbaïouroum, garde des sceaux, rentré de voyage qui tint à saluer les participants tchadiens et ceux venant des pays voisins ainsi que la délégation de l'UIHJ.

Dans son mot de conclusion, le président Eldjimbaye mettait l'accent sur un certain nombre de sollicitations venant des huissiers de justice notamment en matière de tarifs, de paiement par l'Etat des exploits en matière pénale et des conditions d'attribution du concours de la force publique.

Le ministre de la Justice devait, quant à lui, dans son intervention finale, rassurer nos confrères sur au moins un point : celui de la révision des textes tarifaires.

L'indépendance des huissiers de justice

Jacques Isnard, président de l'UIHJ devait enfin réaffirmer le caractère indispensable pour tout Etat de droit de disposer d'un corps d'huissier de justice libéral, indépendant, responsable et toujours mieux formé.

Il devait démontrer combien les notions d'Etat de droit et d'indépendance de l'huissier de justice étaient étroitement liées, notamment dans la lutte contre la corruption pour laquelle il importait, pour les autorités, de soutenir sans réserve l'action des huissiers de justice. Dans son ultime propos, Me Isnard félicitait chaleureusement Me Eldjimbaye et la chambre du Tchad pour la qualité de l'organisation et de l'accueil réservé aux participants.

Plus de 100 participants

Le colloque s'est déroulé à l'hôtel Kempinski — tout nouvellement inauguré — devant plus de 100 participants regroupant, outre les 15 huissiers de justice du pays, des magistrats, des représentants des forces de police et de gendarmerie et des grandes banques en place.

Le thème du colloque s'est décliné autour de cinq ateliers chacun visant un aspect des textes de l'OHADA avec tout d'abord la présentation d'un tableau général de l'OHADA et des actes uniformes y compris ses incidences à l'égard des huissiers de justice (Claudine Mougni et Rose-Marie Bruno). Ensuite — dans un 2e atelier — Alphonse Kibakala, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo, allié à Me Bruno, ont développé le domaine du recouvrement des créances en traitant des formes, des techniques et de la psychologie du recouvrement des créances. Cet atelier remporta un vif succès, notamment avec les explications de Me Bruno sur les techniques de la communication.



La délégation de l'UIHJ avec le ministre de la Justice du Tchad et le président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad — The delegation with the Minister of Justice and the president of the National chamber of judicial officers



Une volée de questions jusqu'à la fermeture de la salle !

Plus technique fut le 3e atelier avec l'étude de « l'obtention du titre exécutoire et l'injonction de payer » présentée par un collège de spécialistes comprenant, outre l'infatigable Me Bruno (expert ENP), Claudine Mogni (Bénin- secrétaire de l'UFHOJA), et M. Ngueneloum Terkam, magistrat, président du tribunal de commerce de Ndjama. Voilà un sujet qui ne laisse jamais l'auditoire indifférent et qui suscita en la circonstance, une volée de questions qui ne trouvèrent d'ailleurs pas toutes une réponse par le fait d'une prolongation durable des débats jusqu'à une heure tardive, soit à la fermeture de la salle !

Le 5e atelier, soutenu par Honoré Aggrey (Côte d'Ivoire), secrétaire permanent de l'UIHJ pour l'Afrique centrale et occidentale, par Jacques Isnard, président de l'UIHJ, et Ramadane Souleymane, vice président de la CNHJ du Tchad, devait recueillir son lot habituel de commentaires avec, pour point de mire, les constantes difficultés rencontrées par les confrères tchadiens en matière d'octroi de concours de la force publique et aussi, s'agissant de dénoncer l'intrusion du pouvoir judiciaire (magistrats – ministère public), dans l'assistance de la force publique.



*La délégation tchadienne avec le ministre de la Justice et le président de l'UIHJ
The Chadian delegation with the minister of Justice and the president of UIHJ*

Respect du principe des trois piliers

Il est certain que l'Etat de droit, dont beaucoup se prévalent, ne pourra réellement s'épanouir qu'à partir du moment où chacun se confinerait dans les fonctions que lui attribuent la Constitution et la loi. Il faudra pour cela que tous les intéressés se décident à respecter le principe des trois piliers sur lesquels repose le fondement de toute démocratie et qui trace les limites de la séparation des pouvoirs.

Le dernier atelier, consacré à l'étude, toujours très attendue, de la déontologie, fut très animé autour de Me Aggrey, Me Kibakala et Me Mogni. Malheureusement ses travaux ne purent aller jusqu'à leur terme en raison du programme et de l'horaire de la cérémonie de clôture.

L'abondante distribution des fascicules édités par l'UFHOJA et les commentaires de couloirs qui se prolongèrent tard en fin d'après-midi mirent un terme à ce colloque fort riche, en tous points et qui restera gravé dans les mémoires de nos confrères tchadiens.

Communiqué de la chambre nationale des huissiers de justice du Tchad

Durant le colloque de Ndjama, et alors que celui-ci arrivait à son terme, Rose-Marie Bruno, expert ENP et intervenante, particulièrement remarquée et appréciée, a eu la douleur d'apprendre le décès de son père.

La Chambre nationale du Tchad et son président, Me Eldjimbaye, tiennent à exprimer leur plus vive reconnaissance pour la contribution de Me Bruno au colloque et pour la dignité et le courage qu'elle a manifesté avant son retour en France.

La Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad assure Me Bruno de toute sa sympathie et lui présente ses sincères condoléances.

L'UIHJ s'associe à l'émotion de la Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad et compatit à la douleur de Mes Rose-Marie Bruno et sa sœur, Cinzia Bruno, nos deux consœurs associées au sein du même office à Arles (France).



Remise de cadeaux entre Elysé Ndjimbaye, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad et Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ – Exchange of gifts between Elysé Ndjimbaye, president of the National chamber of judicial officers of Chad, and Honoré Aggrey, Permanent secretary of UIHJ

Paysage du désert tchadien – Landscape from the Chadian desert





1st international conference in N'Djamena (February 23/24, 2006)

A well covered conference from the media and the authorities

For a first attempt, the young National chamber of the judicial officers of Chad and its president, Elysé Eldjimbaye (the liberal profession was created in 2001) carried out a master plan with the organization of the international conference which was held February the 23, and 24 2006 in Ndjamena on the topic of the "recovery of the debts of the procedure of injunction to pay and of the role of the judicial officer".

Widely diffused in the press, this conference received the support of the media and was very noticed by the authorities.

Thus the delegation of the UIHJ accompanied by president El Djimbaye and the vice secretary, Foamed Youssouf, was to be received in the temporary absence of the Minister of Justice, Keeper of the Seals, by the General Bichara Issa Djallah, minister delegated to the Presidency of the Republic, Minister for the Defense, who greeted warmly the delegation.

The closing session was chaired by Edouard Ngarta Mbaïouroum, Minister of Justice, who had come back from a voyage and who made a point of greeting the Chadian participants and those coming from the close countries as well as the delegation of the UIHJ.

In his word of conclusion, president Eldjimbaye stressed out a certain number of requests coming from the judicial officers, in particular as regards tariffs, of payment by the State of the penal matter exploits and the conditions of attribution of the assistance of the police force.

In his final intervention the Minister of Justice did reassure our colleagues on at least one point: that of the revision of the tariffs texts.

The judicial officers of Chad created the event in all the country with the 1st international conference sponsored by the UIHJ, the UFOHJA and the ENP and organized by the national chamber of judicial officers of Chad



Bissarah Issa Djallah, ministre de la Défense du Tchad (minister of Defense of Tchad), Jacques Isnard

The independence of the judicial officers

Jacques Isnard, president of the UIHJ, was to finally reaffirm the essential character for any State of law to have a body of liberal judicial officers, independent, responsible and fully trained.

He was to show how much the concepts of the State of law and the independence of the judicial officer were closely bound, in particular in the fight against corruption for which it was important, for the authorities, to support without reserve the action of the judicial officers.

In its ultimate matter, Mr Isnard cordially congratulated Me Eldjimbaye and the Chamber of judicial officers of Chad for the quality of the organization and the welcome reserved to the participants.

*Autour du ministre de la Justice et du président de l'UIHJ, des confrères tchadiens, congolais, ivoirien et français
Around the Minister of Justice and the president of UIHJ, judicial officers from Tchad, Congo, Ivory Coast and France*



*Un moyen de transport écologique
An ecological mean of transportation*





More than 100 participants

The conference took place at the Kempinski hotel — newly inaugurated — in front of more than 100 participants gathering, in addition to the 15 bailiffs of the country, magistrates, representatives of the police force and constables, as well as the largest banks in place.

The selected topic was declined around five workshops each one aiming at an aspect of the texts of the OHADA with first of all a general presentation of the OHADA and uniform acts including their incidences with regard to the judicial officers (Claudine Mougni and Rose-Marie Bruno). Then - in a 2nd workshop Alphonse Kibakala, president of the national chamber of the judicial officers of Congo, combined with Mrs Bruno, developed the topic of the recovery of the debts by treating aspects, techniques and psychology of debt collecting. This workshop obtained a great success, in particular with the explanations of Mrs Bruno over the techniques of communication.

A stream of questions until the closing of the conference room!

More technical was the 3rd workshop with the study of “obtaining the enforcement title and the injunction to pay” presented by a college of specialists including, in addition to the untiring Mrs Bruno (expert from the French National school of procedure), Claudine Mougni (from Benin, secretary of the UFHOJA), and Mr. Ngueneloum Terkam, magistrate, president of the commercial court of N’Djamena. Here is a subject which never leaves the audience indifferent and which caused in the circumstance, a stream of questions, some of which that could not be answered, due to a durable prolongation of the debates up to a late hour: the closing of the conference room!

The 5th workshop, chaired by Honoré Aggrey (Ivory Coast), permanent secretary of the UIHJ for central and Western Africa, by Jacques Isnard, president of the UIHJ, and Ramadane Souleymane, vice president of the National Chamber of judicial officers of Chad, was to collect its usual comments with, as a central point, the constant difficulties encountered by the Chadian colleagues as regards granting the assistance of the police force and also, acting to denounce the intrusion of the judicial power (magistrates - public authorities), in the assistance itself of the police force.

Respect of the principle of the three pillars

It is certain that the State of law, of which many pride on, will only be able to really open up when each one will be confined in the functions which the

Constitution and the law allot to him. For that, it will be necessary that all the interested parties decide to respect the principle of the three pillars on which the base of any democracy rests and which traces the limits of the separation of powers.

The last workshop, relating to the study, always very awaited, of ethics, was very well lead by Mr Aggrey, Mr Kibakala and Mrs Mougni.

Unfortunately the debates could not go to their terms because of the program and the schedule of the closing ceremony.

The abundant distribution of the booklets published by the UFOHJA and the comments which were carried on until late afternoon ended this extremely rich conference, in all points, and which will remain engraved in the memories of our Chadian colleagues.

Official statement of the National chamber of judicial officers of Chad

During the conference of N’Djamena, and as it came to an end, Rose Marie Bruno, expert from the French national school of Procedure (ENP) and speaker, particularly noticed and appreciated, had the pain to learn the death of her father. The National chamber of Chad and its president, Mr Eldjimbaye, are due to express their greatest recognition for the contribution of Mrs Bruno to the conference and for the dignity and the courage which she expressed before her return in France.

The National chamber of the judicial officers of Chad would like to express to Mrs Bruno its deepest sympathy and present its sincere condolences to her.

The UIHJ joins the emotion of the National chamber of Chad and shares the pain of Mrs Rose-Marie Bruno and her sister, Cinzia Bruno, our two colleagues associated within the same office in Arles (France).



L'hôtel de ville de N’Djamena — The town hall of N’Djamena

